

**PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE**



Annczy, le 6 mai 2019

Pôle Administratif des Installations Classées

Réf. : PAIC/CD

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté n° PAIC-2019-0046**

Société LIGNALPES à Eteaux.  
Arrêté complémentaire relatif aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations.

- VU** l'article L.516-1 du code de l'environnement relatif à la constitution des garanties financières ;
- VU** les articles R.516-1 et R.516-2 du code de l'environnement relatifs à la constitution des garanties financières, ainsi que son article R.181-45;
- VU** le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU** le décret du 03 novembre 2016 portant nomination de Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;
- VU** l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, modifié par l'arrêté ministériel du 12 février 2015, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2014198-0009 du 17 juillet 2014 autorisant la société LALLIARD INDUSTRIES à exploiter un établissement spécialisé dans la finition de profilés en bois (traitement de préservation du bois et lasurage) situé sur la commune d'Eteaux ;
- VU** le courrier de monsieur le préfet en date du 23 avril 2018 prenant acte du changement d'exploitant de l'établissement sus-mentionné au nom de la société LIGNALPES ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 18 mars 2019 ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été présenté ;

**CONSIDÉRANT** la proposition de calcul du montant des garanties financières présentée le 20 décembre 2018 et complétée en dernier lieu le 15 mars 2019 par la société LIGNALPES, concernant son établissement situé 589, rue de l'industrie – PAE du Pays Rochois – 74 800 Eteaux;

**CONSIDÉRANT** que le montant retenu par l'inspection des installations classées est inférieur à 100 000 € ;

**CONSIDÉRANT** que ce montant est établi sur la base de quantités maximales entreposées de déchets et de produits dangereux susceptibles de devenir des déchets ;

**CONSIDÉRANT** que ce point ne figure pas parmi les prescriptions applicables à l'établissement et qu'il convient par conséquent de le prendre en compte par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## ARRETE

### Article 1 – Listes des installations soumises à garanties financières :

La société LIGNALPES, 589, rue de l'industrie – PAE du Pays Rochois – 74 800 Eteaux, est concernée par la réglementation prescrivant des garanties financières en vue de la mise en sécurité de ses installations situées à l'adresse sus-mentionnée pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Intitulé des rubriques
2415-1	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1000 litres (volume total des installations de traitement du bois : 307 m <sup>3</sup> ).
2940-2-a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc, sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile). Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/j (quantité de produits mise en œuvre dans l'établissement : 110 kg/j).

### Article 2 – Montant des garanties financières :

En application de l'article R.516-1 susvisé du code de l'environnement, l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas à la société LIGNALPES dans la mesure où le montant calculé des garanties financières, évalué à 65 653 euros TTC, est inférieur à 100 000 euros TTC.

### Article 3 – Hypothèses retenues pour le calcul des garanties financières :

Le calcul du montant des garanties financières se fonde sur des quantités maximales de déchets et de produits dangereux susceptibles de devenir des déchets présents sur le site et résultant des activités listées à l'article 1. Ces quantités, figurant dans le tableau ci-après, ne devront pas être dépassées.

Désignation du déchet	Quantité maximale présente sur le site (en tonnes)	Déchets dangereux : DD
		Déchets non dangereux : DND
Lasures et peintures	4	DD
Boues de peintures	7	DD
Emballages souillés	2	DD
Boues de fond de cuves et d'autoclaves	3	DD
Bois	7	DND
Plastique	1,5	DND
Ferrailles	2	DND
Sciures	3	DND
Déchets industriels divers en mélange	5	DND

#### Article 4 – Révision du montant des garanties financières :

L'exploitant est tenu de transmettre au préfet un montant révisé des garanties financières pour :

- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ;
- toute modification apportée aux installations et à leur mode d'utilisation qui soit de nature à modifier le montant des garanties financières.

#### Article 5 – Changement d'exploitant :

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet au préalable d'une demande d'autorisation adressée au préfet à laquelle seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution éventuelle de garanties financières.

#### Article 6 – Recours :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail "télérécourse citoyen", accessible à l'adresse suivante: [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1. Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de

l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Article 6 – Information :

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Eteaux et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Eteaux. ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 - Exécution :

Madame la secrétaire générale de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bonneville.
- Monsieur le maire de Eteaux.

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale,



Florence GOUACHE